

Unité interdépartementale de Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 31/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



BETONS GRANULATS SYLVESTRE

Le Canadel

84570 MORMOIRON

Références : D-00046-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2022 dans l'établissement BETONS GRANULATS SYLVESTRE implanté Le Canadel 84570 MORMOIRON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BETONS GRANULATS SYLVESTRE
- Le Canadel 84570 MORMOIRON
- Code AIOT dans GUN : 0006401839
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non seveso

La société Béton Granulats Sylvestre est autorisée à exploiter une carrière de sable au lieu-dit le "Canadel" sur la commune de Mormoiron par arrêté préfectoral du 14 décembre 2012.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites apportées aux constats relevés lors de l'inspection du 29 octobre 2015
- garanties financières
- accès
- plan de gestion des déchets
- rapport d'activité et comité de suivi

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avarié(e) été donnée(s)	Autre information
Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 7.5	Engagement de mise en conformité	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 10.1	Engagement de mise en conformité	
Bruits	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 14.1	Engagement de mise en conformité	
Commission de suivi	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 16	/	
Directeur technique - Consignes - Prévention - Formation	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 4	Engagement de mise en conformité	
Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 13	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 1.5	/	
Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 5	/	
Accès	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 6.3	/	
Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 7.7	/	
Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 7.8	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats relevés et détaillés dans le présent rapport, aucune suite ou sanction administrative prévue à l'article L 171-8-I du code de l'environnement n'est proposée à monsieur le Préfet à la suite de cette inspection.

Toutefois, six constats ont conduit l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives.

Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 1.5
Prescription contrôlée : Avant d'entreprendre les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe jointe, et réaliser les prescriptions prévues à l'article 6.4 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis un acte de cautionnement de 44 514,44€ daté du 18/12/2017, valable jusqu'au 14/12/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 5
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction et de toute zone présentant un danger vis-à-vis des tiers. L'entrée de la carrière est matérialisée par une barrière interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : L'accès au site est limité par un portail cadenassé et une clôture, dont la présence a été contrôlée par sondage. L'exploitant a également présenté le registre de suivi des clôtures (dernier contrôle le 5 janvier 2022).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 6.3
Prescription contrôlée : L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité et interdit en dehors de ces heures. Le chemin d'accès à la carrière sera recouvert d'un revêtement bitumineux depuis le chemin communal des Arnauds jusqu'à l'accès au carreau d'exploitation, dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Cet aménagement devra inclure la gestion des eaux pluviales provenant du chemin d'accès à la carrière. Les mouvements de véhicules ne doivent entraîner ni salissures ni dégradation du revêtement tant du chemin des Arnauds que de la RD 14.
Constats : L'accès à la carrière est interdit par une clôture, un portail et des panneaux. Le chemin d'accès à la carrière depuis le chemin communal des Arnauds a été bétonné.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 7.5

Prescription contrôlée :

[...] La pente maximale des talus résiduels ne devra pas excéder 45 %.[...]

Constats : Lors de l'inspection précédente du 29 octobre 2015, il avait été constaté que les talus résiduels n'avaient pas tous une pente maximale de 45°.

L'exploitant a indiqué le jour de l'inspection que les talus avaient été repris, afin qu'ils respectent la pente maximale précitée. Toutefois, il a été constaté le 17/01/2022 qu'un talus de la zone en cours d'exploitation présentait d'importantes traces de ravinements et semblait ne plus respecter la pente maximale de 45°.



Observations : L'exploitant devra reprendre les talus résiduels au cours de la prochaine campagne d'extraction sur site, afin de leur redonner une pente inférieure ou égale à 45°.

Il devra également s'assurer périodiquement du respect de cette disposition, notamment à la suite d'épisodes pluvieux importants.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 7.7
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et transmis à l'inspecteur des installations classées. Sur ce plan sont reportés: <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel portent le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,- les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état, avec la précision liée aux objectifs définis dans l'étude correspondante,- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Le rapport d'activité pour l'exercice 2020, transmis par courriel du 25 mars 2021, ne comprenait pas le plan topographique.
Observations : Le plan topographique a été présenté le jour de l'inspection et transmis par courriel du 17 janvier 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 7.8
Prescription contrôlée : Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : l'exploitant a présenté le jour de l'inspection une mise à jour de son plan de gestion des déchets, datée de janvier 2021. En outre, le document indique que les seuls déchets d'extractions produits sont les déchets issus des opérations de criblage (sable, petits blocs) pour un tonnage inférieur à 250 t/an (l'ensemble des opérations de décapage ayant déjà été réalisées). Ces déchets sont utilisés pour le réaménagement du site et en merlons.
Observations : La mise à jour du plan de gestion des déchets doit être transmise au Préfet (direction départementale de la protection des populations de Vaucluse).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 10.1
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés en dehors de la carrière, à l'exception de la pelle hydraulique servant à l'extraction dont le ravitaillement en carburant pourra se faire sur place sous réserve de la mise en place, lors de chaque opération de remplissage, d'une aire de rétention mobile étanche pouvant recueillir au moins 100 litres de carburant. Cette opération devra être réalisée sur une partie de sol plan, et l'opérateur devra disposer en permanence d'un kit anti-pollution.
Constats : A la suite de l'inspection du 29 octobre 2015, un écart avait été relevé concernant le respect des dispositions relatives au ravitaillement des engins (écart n°3). En réponse, l'exploitant avait indiqué que : <ul style="list-style-type: none">- un protocole de ravitaillement des engins serait mis en place et un système de rétention acheté d'ici juin 2016 ;- un porté à connaissance (PAC), relatif aux modalités de ravitaillement du chargeur et des installations mobiles, serait adressé d'ici juin 2016. Lors de l'inspection, il a été constaté que : <ul style="list-style-type: none">- le PAC précité a bien été transmis par courrier du 11 mars 2016 ;- le protocole de ravitaillement des engins n'a pas pu être présenté ;- aucun engin n'était présent sur site.
Observations : Les dispositions prévues dans le PAC du 11 mars 2016, relatif au ravitaillement des engins, n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées. Toutefois, afin de solder l'écart relevé le 29 octobre 2015, l'exploitant devra transmettre, sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport : <ul style="list-style-type: none">- le nouveau protocole mis en place pour la ravitaillement des engins ;- le justificatif d'achat du système de rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 14.1
Prescription contrôlée : un contrôle des niveaux sonores sera réalisé trois mois au plus après le début de l'exploitation puis renouvelé annuellement.
Constats : A l'issue de l'inspection du 29 octobre 2015, il avait été relevé que l'exploitant n'avait pu justifier de la réalisation des mesures des niveaux sonores dans les trois mois suivants la mise en exploitation (écart n°4). En réponse, l'exploitant s'était engagé à réaliser des mesures au cours de la prochaine campagne d'extraction en mai 2016. Le jour de l'inspection, il a été constaté que la dernière mesure des niveaux sonores a été réalisée le 24 mai 2016 (résultats conformes). Toutefois, aucune mesure n'a été réalisée depuis. L'exploitant ne réalise donc pas un contrôle annuel des émissions sonores.
Observations : Une campagne de mesure des niveaux sonores devra être réalisée lors des prochaines opérations d'extraction. Un rapport sera adressé à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réalisation de ces mesures.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Commission de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 16
Prescription contrôlée : Cette commission se réunira au plus tard six mois après la mise en service des installations, puis tous les trois ans ou sur demande motivée de l'un des participants.
Constats : Aucun comité de suivi ne s'est réuni depuis la délivrance du dernier arrêté d'autorisation.
Observations : L'exploitant devra organiser un comité de suivi dans les meilleurs délais, à l'issue des restrictions sanitaires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Directeur technique - Consignes - Prévention - Formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 4
Prescription contrôlée : [...] Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, et la liste des participants à ces actions et formations, sont tenus à la disposition des inspecteurs de la DREAL.
Constats : A l'issue de l'inspection du 29 octobre 2015, il avait été constaté que l'exploitant n'avait pu justifier de la réalisation du bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement (écart n°1). En réponse, l'exploitant s'était engagé à mettre à jour la partie correspondante de son rapport annuel d'activité. Le rapport annuel pour l'exercice 2020, transmis en mars 2021, présente bien les actions menées dans le domaine de la sécurité. Toutefois, aucune action de formation n'est mentionnée dans le domaine de la protection de l'environnement (par exemple, sur l'application du protocole relatif au ravitaillement des engins).
Observations : Afin de solder l'écart relevé lors de la dernière inspection, l'exploitant devra présenter les actions menées dans le domaine de la protection de l'environnement, dans le cadre de son prochain rapport annuel d'activité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2012, article 13

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de déchets métalliques en bordure de la zone en cours d'exploitation.



Observations : Ces déchets devront être évacués sous 1 mois.

Type de suites proposées : Susceptible de suites